

1862. — des premiers jours. Il fut convenu entre eux que le commodore Dunlop renverrait Miramon à la Havane et que le général Prim s'opposerait à son retour au Mexique <sup>(1)</sup>. Dès ce moment, les relations devinrent de plus en plus intimes entre les commissaires anglais et espagnol, qui paraissaient ne « s'entendre que trop bien » pour combattre en toute circonstance l'influence des plénipotentiaires français.

Retour  
des délégués.  
28 janv. 1862.

Les délégués revinrent de Mexico le 28 janvier. Ils avaient été bien reçus, mais n'avaient obtenu que des réponses évasives. D'après l'opinion du commandant Thomasset, Sir Ch. Wyke, dont la politique était d'ailleurs désapprouvée par le commodore Dunlop, négociait un arrangement particulier avec Doblado ; celui-ci, confiant dans l'appui des Anglais, travaillait à renverser Juarez, et les Espagnols cherchaient également à obtenir des avantages particuliers. Il faisait un triste tableau du désordre qui régnait dans l'intérieur du pays, du brigandage qui désolait les routes et de l'insécurité de la ville même de Mexico ; il pensait qu'il était utile de marcher de suite vers l'intérieur et que l'idée monarchique avait de nombreux partisans <sup>(2)</sup>.

Réponse  
du gouvernement  
mexicain.

M. de Zamacona, envoyé par Doblado, arriva le jour suivant porteur de la réponse officielle. Le ministre des affaires étrangères mexicain insistait sur la popularité croissante qui entourait le gouvernement actuel ; il assurait que si les intentions des trois puissances étaient bienveillantes, leurs réclamations seraient assurément acceptées, et il invitait les plénipotentiaires à faire de suite rembarquer leurs

(1) L'amiral au ministre de la marine, 29 janvier 1862.

(2) Rapport du commandant Thomasset.

1862. — troupes et à se rendre à Orizaba avec une escorte d'honneur de 2,000 hommes pour y conférer avec les commissaires mexicains. La singularité de cette proposition choqua tellement l'amiral Jurien, qu'il voulait laisser M. de Zamacona retourner à Mexico sans réponse écrite, et annoncer à son gouvernement que, de gré ou de force, les alliés prendraient les cantonnements qui leur plairaient.

Cette opinion n'ayant pas prévalu, il proposa à ses collègues la note collective suivante, qui fut adoptée et remise à l'envoyé mexicain.

« Les soussignés, etc... en réponse à la note de Son Exc., ont l'honneur de lui exposer que, venus au Mexique pour y remplir une mission civilisatrice, ils ont conçu le plus vif désir d'accomplir cette mission sans verser une goutte de sang mexicain. Ils croiraient cependant manquer à tous leurs devoirs envers leurs gouvernements et envers leurs pays, s'ils ne s'occupaient d'assurer le plus tôt possible un campement salubre à leurs troupes. En conséquence, ils ont l'honneur de prévenir Son Exc. de la nécessité où ils se trouveront vers le milieu du mois de février de se mettre en marche pour Orizaba et pour Jalapa, où ils espèrent qu'il leur sera fait un accueil sincèrement amical » <sup>(1)</sup>.

Deuxième note  
des commissaires  
alliés.

Juarez ne s'y disposait guère ; le 25 janvier, il avait fait paraître une loi de terreur, prononçant la peine de mort contre les étrangers qui avaient envahi le territoire sans déclaration de guerre, et contre les Mexicains qui les seconderaient de quelque manière que ce fût, assisteraient à des juntas, ou accepteraient des emplois donnés par eux ou par leurs délégués <sup>(2)</sup>.

Loi du 25 janvier  
1862.

(1) L'amiral au ministre de la marine, 3 février 1862.

(2) Les articles de cette loi furent invoqués dans l'acte d'accusation dressé contre l'empereur Maximilien et les généraux Miramon et Mejia, faits prisonniers avec lui à Queretaro. (Lettre du général Ignacio Mejia, ministre de la guerre de Juarez, au général Escobedo ; San Luis de Potosi, 21 mai 1867.) D'ailleurs, des décrets

1862.

Depuis longtemps, du reste, les armes dont Juarez se servait étaient employées par les partis qui déchiraient le pays.

Organisation  
du corps  
expéditionnaire.

Pendant ces pourparlers, l'amiral poursuivait activement l'organisation de son petit corps d'armée. Il trouvait de grandes difficultés à constituer des moyens de transports. Dans l'impossibilité de se procurer des voitures, il avait dû se décider à en faire construire et mettre les ouvriers de la flotte à la disposition des entrepreneurs ; on avait commandé à la Havane les roues, les essieux, les harnais ; on achetait à des prix excessifs tout ce que l'on découvrait en fait de mules, de chevaux, de bâts, de harnachements ; mais les Espagnols et les Anglais, dont la pénurie n'était pas moins grande, faisaient une véritable concurrence.

Les Espagnols, désespérant de pouvoir utiliser les mules sauvages qu'ils avaient achetées au Mexique, s'étaient vus obligés de demander des attelages à l'île de Cuba.

Les troupes se trouvaient heureusement dans des conditions relativement assez bonnes au camp de la Tejeria. L'amiral, désirant y envoyer les compagnies d'infanterie de marine restées jusqu'alors à Vera-Cruz, pria le géné-

aussi barbares avaient été plus d'une fois rendus au Mexique ; nous citerons les deux suivants :

« *Ordre adressé par le général Miramón au général Marquez après la bataille de Tacubaya. Mexico, 11 avril 1861* : — Dans l'après-midi de ce jour et sous votre plus stricte responsabilité, vous donnerez l'ordre de fusiller tous les prisonniers du grade d'officier, et m'informerez de leur nombre. »

« *Le général Marquez au peuple de Mexico* : — En vertu des pouvoirs dont je suis investi, je décrète : 1<sup>o</sup> B. Juarez, et ceux qui reconnaissent son gouvernement et lui obéissent, sont déclarés traîtres au pays, ainsi que tous ceux qui l'aident directement ou indirectement, quelque peu que ce soit.

« 2<sup>o</sup> Tous les individus compris dans une des catégories ci-dessus spécifiées seront immédiatement fusillés sans autre formalité que la constatation de leur identité. »

1862.

ral Prim d'en retirer les détachements espagnols, afin d'éviter l'encombrement. Il saisissait ainsi cette occasion de séparer les troupes des deux puissances, entre lesquelles ne s'étaient pas formées de bonnes relations de camaraderie ; de plus, les Espagnols, malgré une discipline sévère, ne s'étaient pas conciliés les sympathies des Mexicains, qu'une haine traditionnelle éloignait d'eux, et les bons rapports qui tendaient à s'établir entre nos soldats et les gens du pays auraient pu souffrir de leur voisinage<sup>(1)</sup>.

Comme les puits de la Tejeria menaçaient de tarir, l'amiral fit demander au général Uruga s'il verrait avec déplaisir les troupes françaises s'avancer jusqu'au petit village de San Juan de la Loma, à 13 kilomètres plus loin. Le général mexicain y consentit volontiers, et ce point fut occupé le 27 janvier par les corps du camp de la Tejeria, tandis que les compagnies d'infanterie de marine les remplaçaient dans leur ancien campement. Le matériel destiné à ces compagnies n'étant pas encore arrivé, l'amiral fit installer des tentes avec des voiles de rechange et des bouts de mât, et les bâtiments prêtèrent leurs chaudières pour remplacer les marmites et les bidons.

Enfin, le 30 janvier, *la Meuse* apporta le matériel de la batterie de 4 et le matériel de campement si impatiemment attendu. La section de 12 des marins, qu'on n'était pas parvenu à organiser d'une manière satisfaisante, fut licenciée.

L'amiral allait donc se trouver bientôt à même de faire mouvoir ses troupes. Il n'avait cessé, du reste, d'affirmer à ses collègues son intention bien arrêtée de s'avancer dans l'intérieur dès qu'il le pourrait. Ceux-ci, malgré leurs dispositions pacifiques, étaient forcés de reconnaître que l'atti-

(1) L'amiral au ministre de la marine, 24 janvier.

1862.

tude du gouvernement mexicain les obligerait peut-être à prendre de vive force les cantonnements salubres qu'ils avaient cru plus opportun d'obtenir de sa condescendance, et le général Prim manifesta l'intention de faire venir de la Havane un renfort de quatre bataillons qui se tenaient prêts à partir <sup>(1)</sup>.

De son côté le commodore Dunlop prit sur lui, malgré la rigueur de ses instructions, d'ordonner à l'île de Cuba l'achat des tentes et des mulets nécessaires, pour que le contingent anglais pût suivre les troupes franco-espagnoles.

La nécessité de s'éloigner d'une côte aussi malsaine se faisait en effet vivement sentir ; le 2 février, le général Prim avait déjà dû renvoyer à la Havane 800 hommes malades, et le corps expéditionnaire français comptait à la même époque 335 indisponibles sur un effectif total de 3073 hommes.

Les maladies n'avaient cependant pas abattu le moral des troupes ; l'amiral s'en assura en allant visiter les camps de la Tejeria et de San Juan (6 février), mais il était à craindre que les hommes qui avaient été atteints par les fièvres n'eussent plus assez de forces pour porter leurs sacs. Les soldats d'infanterie de marine, dont la santé était déjà épuisée par un long séjour dans les pays chauds, étaient les plus éprouvés ; ils résistaient moins bien que les zouaves et que les matelots aux influences pernicieuses du climat <sup>(2)</sup>. La batterie de montagne se rendit de Vera-Cruz à la Tejeria, et deux des chariots que l'on avait fait construire allèrent porter des vivres à San Juan. Le mouvement qui avait lieu dans les camps français et la visite de l'amiral firent craindre au général Uruga que les troupes ne se disposassent à marcher en avant. Il envoya de suite un de

(1) L'amiral au ministre de la marine, 21 janvier 1862.

(2) L'amiral au ministre de la marine, 7 février.

1862.

ses officiers à l'amiral Jurien, pour le prier d'attendre quelques jours encore, car on ne pouvait, disait-il, tarder à recevoir la réponse du gouvernement aux dernières communications des alliés.

Cette démarche du général mexicain témoignait de ses bonnes dispositions personnelles ; tous les officiers mexicains avec lesquels on avait été fortuitement en rapport montraient de même une grande sympathie pour les Français, mais ils ne dissimulaient pas leur haine contre les Espagnols. Ces sentiments faisaient espérer à l'amiral qu'un certain nombre d'hommes du parti conservateur se grouperaient volontiers autour du drapeau français, lorsque les troupes s'avanceraient dans l'intérieur ; mais il était cependant obligé de reconnaître que la masse de la population semblait incliner plutôt vers la réforme que vers le parti réactionnaire, et déjà, avant le commencement des hostilités, des guerillas à la tête desquels se mettaient des chefs libéraux, la plupart indiens ou métis, surgissaient dans la terre chaude, faisaient le vide autour des troupes étrangères et battaient le pays pour arrêter les émigrés récemment débarqués (particulièrement le Père Miranda) <sup>(1)</sup>.

La réponse de M. Doblado à la deuxième note des commissaires alliés arriva à Vera-Cruz le 9 février.

Réponse  
de Doblado à la  
deuxième note.

« Le gouvernement mexicain ignore encore, disait-il, quelle peut être la mission que les commissaires alliés viennent remplir au Mexique, parce que, jusqu'à ce moment, ils ont seulement indiqué des promesses vagues et dont personne ne comprend le véritable objet ; il ne peut permettre que les troupes envahissantes s'avancent, à moins que l'on ne règle avec clarté et précision certaines bases générales qui feront connaître les intentions des alliés

(1) L'amiral au ministre de la marine, 7 février.

4862.

et que l'on ne négocie ensuite avec prudence au sujet des intérêts importants qui doivent être discutés.

« Le citoyen président m'ordonne de dire pour plus ample explication, que si Vos Seigneuries envoient promptement à Cordova un commissaire pour discuter avec un autre commissaire du gouvernement les bases mentionnées, on donnera l'ordre de permettre d'avancer jusqu'aux points dont on conviendra. »

Troisième note.

Les commissaires alliés répondirent que la note de M. Doblado ne modifiait en rien leurs déterminations, et ils l'invitèrent à se rendre le 18 février à la Purga (à moitié chemin de la Tejeria et de la Soledad), pour y conférer avec le général Prim.

Le général Zaragosa remplace le général Uraga.

Au même moment, le général Uraga, de la courtoisie duquel l'amiral Jurien n'avait qu'à se louer, fut rappelé par le gouvernement de Juarez, qui l'accusait de trop de sympathies pour les Européens, et remplacé dans le commandement de l'armée d'Orient par le général Zaragosa, homme exalté et animé de dispositions très-hostiles à l'intervention étrangère (1).

Dès son arrivée, le nouveau commandant de l'armée mexicaine adressa au général Prim, qu'il feignait de considérer comme le chef de l'expédition, une lettre injurieusement hautaine pour le prévenir qu'il tolérait que les alliés conservassent les cantonnements de Medelin, de la Tejeria et de San Juan, mais que l'occupation de tout autre point serait considérée comme un acte d'agression de leur part. Cette déclaration était évidemment à l'adresse du général espagnol qui venait récemment d'envoyer un bataillon à Santa Fé entre San Juan et Vera-Cruz.

Le général Prim fut vivement offensé des termes de cette communication ; mais Sir Ch. Wyke le calma peu à peu,

(1) L'amiral au ministre des affaires étrangères, 15 février 1862.

4862.

atténua les expressions et modifia le sens de la réponse qu'il voulait tout d'abord envoyer au général mexicain. Les commissaires alliés se contentèrent de se plaindre à M. Doblado de l'étrange procédé du général Zaragosa (1).

L'amiral Jurien eût désiré qu'une démonstration militaire vint mettre un terme à tous ces atermoiements et aux procédés tour à tour rusés et hautains du gouvernement de Juarez, mais il ne pouvait se séparer complètement de ses alliés. Le général Prim se montrait parfois disposé à commencer les opérations militaires ; il discutait alors un plan de campagne avec le commandant en chef des troupes françaises, demandait à la Havane les quatre bataillons qui se tenaient à sa disposition et acceptait l'offre de l'amiral Jurien de les faire transporter sur les frégates françaises alors mouillées dans ce port ; mais bientôt il voyait surgir devant lui toutes les difficultés inhérentes à une marche à travers un pays désert, dans lequel ses troupes ne seraient pas suivies d'un convoi suffisant ; les conseils de Sir Ch. Wyke l'amenaient à faire toutes les concessions possibles pour arriver à une solution pacifique. On se demandait, en outre, si certaines considérations personnelles n'exerçaient pas quelque influence sur sa conduite politique. L'arrivée à Vera-Cruz (14 février) de la comtesse de Reus sa femme, parente, comme on le sait, d'un des ministres de Juarez, n'était peut-être pas étrangère aux projets ambitieux qu'on lui supposait.

Le général Zaragosa établit son quartier général à la Soledad, occupa la route d'Orizaba et confia au général La Llave le soin de défendre celle de Jalapa en prenant pour points d'appui les fortes positions de Puente-Nacional et de

(1) L'amiral au ministre des affaires étrangères, 15 février 1862.

1862.

Corral-Falso, sur lesquelles on avait transporté quelques-unes des grosses pièces provenant du château de Saint-Jean d'Ulloa. Au même moment le général Prim, craignant que la haine des Mexicains n'amenât une démonstration contre les Espagnols cantonnés à Medelin, pria ses collègues d'y envoyer quelques forces françaises et anglaises afin de prévenir une attaque (1).

La compagnie de débarquement de la *Foudre* et une compagnie anglaise s'y rendirent le 13 février; elles en revinrent le 15, aucune tentative hostile n'ayant été faite par les Mexicains.

Convention  
de la Soledad.  
19 fév. 1862.

Les commissaires alliés reçurent alors la réponse de M. Doblado à leurs dernières notes. Il acceptait pour le 19, à la Soledad, la conférence qui lui avait été offerte avec le général Prim.

Cette entrevue eut lieu au jour fixé; M. Doblado demanda tout d'abord que les commissaires opposassent une dénégation précise aux projets monarchiques attribués à la France et à ceux de restauration de la domination espagnole que l'on prêtait au cabinet de Madrid; il voulait obtenir une reconnaissance formelle du gouvernement actuel du Mexique et la remise des douanes de Vera-Cruz entre les mains de l'administration mexicaine.

Cédant sur quelques points, résistant sur d'autres, disposé d'ailleurs à négocier plutôt qu'à combattre, et se sachant appuyé dans ce sens par les représentants de l'Angleterre, le général Prim signa des préliminaires, devenus célèbres sous le nom de *Convention de la Soledad*.

(1) L'amiral au ministre des affaires étrangères, 15 février 1861.

1862.

## CONVENTION.

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — Etant admis que le gouvernement constitutionnel, qui régit actuellement la République du Mexique, a déclaré aux commissaires des puissances alliées, qu'il n'a pas besoin du secours que ces commissaires ont offert avec tant de bienveillance au peuple mexicain, attendu qu'il possède en lui-même les éléments de force et d'opinion nécessaires pour se maintenir contre toute révolte intestine, les alliés se placent dès à présent sur le terrain des traités pour formuler toutes les réclamations qu'ils ont à faire au nom de leurs nations respectives.

ART. 2. — Dans ce but, les représentants des puissances alliées protestant, comme ils protestent, qu'ils n'ont aucune intention de porter atteinte à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité du territoire de la République, des négociations s'ouvriront à Orizaba, où devront se réunir MM. les commissaires et deux des ministres du gouvernement de la République, à moins que des deux côtés on ne convienne de se faire représenter par des délégués.

ART. 3. — Pendant la durée des négociations, les forces des puissances alliées occuperont les trois villes de Cordova, Orizaba et Tehuacan avec leurs rayons naturels.

ART. 4. — Afin qu'il ne puisse entrer dans la pensée de personne que les alliés ont signé ces préliminaires pour se procurer le passage des positions fortifiées qu'occupe l'armée mexicaine, il est stipulé que si, malheureusement, les négociations venaient à se rompre, les forces alliées évacueraient les villes susdites et retourneraient se placer sur la ligne qui est en deçà desdites fortifications, sur le chemin de la Vera-Cruz; les points extrêmes principaux en étant celui de Paso-Ancho, sur la route de Cordova et celui de Paso de Ovejas, sur la route de Jalapa.

ART. 5. — S'il arrivait malheureusement que les négociations se rompissent et que les troupes alliées se retirassent sur la ligne indiquée dans l'article précédent, les hôpitaux qu'elles auraient établis resteraient sous la sauvegarde de la nation mexicaine.

ART. 6. — Le jour où les troupes alliées se mettront en marche pour occuper les points indiqués dans l'article 3, le pavillon mexicain sera arboré sur la ville de la Vera-Cruz et sur le château de Saint-Jean d'Ulloa.

Soledad, le 19 février 1862.

Ces préliminaires furent approuvés et signés dans la nuit même par les commissaires français et anglais.